NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Centre financier
Distribution
Paris 15e

Lundi 26 septembre 2022

DERRIÈRE LES FEMMES, L'IRAN S'EST EMBRASÉ

Le 16 septembre dernier, une jeune femme de 22 ans, Mahsa Amini, mourait sous les coups de la police des mœurs en Iran. Son crime était d'avoir porté son voile « de manière inappropriée ». Des Iraniennes – dont les images ont fait le tour de la planète – sont aussitôt descendues dans la rue pour enlever et brûler leur voile, symbole de leur oppression et dont le port a été imposé depuis 1983 par un régime islamiste réactionnaire et misogyne.

« Femme, vie, liberté », leur slogan et leur combat font écho à d'autres luttes de femmes pour leur émancipation, en particulier pour le droit à l'avortement. D'où les manifestations de soutien dans le monde. Et la lutte des femmes en Iran a sonné le début d'une mobilisation du pays tout entier contre le régime des ayatollahs et des mollahs.

Dès le lendemain de la mort de Mahsa Amini, tous les commerces ont été fermés au Kurdistan, sa région natale. La mobilisation a pris instantanément un tour politique. Des Iraniens et Iraniennes ont exigé la chute de la république islamique : *« Mort à la dictature ! »*

En quelques jours, les rues de 100 villes du pays ont été envahies, et tous les symboles de l'oppression et du régime ont été ciblés : portraits du guide suprême Khamenei, panneaux de propagande, banques, commissariats, préfectures, beaucoup sont partis en fumée. C'est que ce meurtre est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase des oppressions sexistes mais plus largement de la paupérisation et de l'exploitation de classe.

Le pays traverse une période d'inflation bien plus violente qu'en Occident en raison des sanctions économiques que les États-Unis et l'Europe imposent au pays. Ce qui n'empêche que les réactionnaires religieux au pouvoir gouvernent au profit d'une bourgeoisie avide de profits et ennemie farouche des classes populaires. Les salaires des ouvriers comme des ingénieurs ne sont pas toujours payés. L'inflation atteint les 60 %.

Après plusieurs jours de révolte, la détermination contre le régime et sa police est toujours là, surtout dans la jeunesse. L'État voudrait faire taire la contestation par tous les moyens : coupures d'Internet, simulacres de manifestations pro-régime mais surtout accentuation de la répression. La police tire sur les manifestants et on compterait plus de cinquante morts.

Mais la mobilisation continue et prend un tour politique : *« À bas l'oppresseur, qu'il soit mollah ou shah »*, entend-on partout (le shah étant le tyran, ami des occidentaux, qui a été déboulonné en 1979, et remplacé par le régime des ayatollahs). Des démocrates bourgeois attendent leur tour, la situation politique est ouverte et elle est explosive. Le pays a une tradition de grèves et compte des militants déterminés malgré la dure répression. Il est question de grève générale.

Une situation scrutée de près par les dirigeants impérialistes de la planète, car elle présente bien des points communs avec d'autres pays frappés par l'inflation, qui pourraient eux aussi s'enflammer. Une crainte pour eux et un espoir pour nous.

Salaires, indemnités de chômage, retraites : ne nous laissons pas faire !

Les grandes entreprises battent des records de profits, y compris là où l'activité recule. C'est la principale source de la hausse des prix : bénéfices et dividendes reversés aux actionnaires sont dopés par les spéculations et pénuries provoquées par la désorganisation de l'économie mondiale. Cette inflation est une politique des classes dirigeantes, pas une fatalité économique. Macron au service des patrons est en guerre contre nos salaires. Il nous parle de primes défiscalisées, mais nous avons besoin d'augmentations d'au moins 400 euros pour tous, que nos salaires soient indexés sur les prix et pas inférieurs à 1 800 ou 2 000 euros mensuels. Macron relance par ailleurs son projet de recul de l'âge de départ en retraite à 64 ou 65 ans, sous prétexte de caisses vides alors qu'elles seraient remplies si les salaires étaient augmentés et le chômage résorbé.

CGT, FSU et Solidaires nous appellent à la grève jeudi prochain, 29 septembre.

Soyons nombreuses et nombreux en grève et dans la rue !

Loin du compte

En mars, les NAO s'étaient conclues par une augmentation de 2,5 % pour les salariés contractuels. Lors d'une nouvelle réunion, La Poste vient d'annoncer une nouvelle augmentation de 1,5 %.

De leur côté, les fonctionnaires ont eu une augmentation de 3,5 % du point d'indice, en août.

Dans les deux cas, c'est très loin de compenser l'inflation qui a déjà eu lieu depuis un an, avec l'envolée de prix que nous constatons dans les magasins et sur nos factures. Alors que La Poste a affiché un bénéfice record de 2 milliards d'euros en 2021.

La presse a rapporté des grèves dans un certain nombre d'entreprises pour exiger des augmentations de salaire, au-delà des miettes prévues dans les accords. On le sait, seules les grèves et les mobilisations peuvent faire plier l'État et les patrons.

Bougez avec La Poste

Au centre financier, dans le service « Activités entreprises » nous allons être séparés en deux pôles : SEP (réclamations et gestion administrative) et STC (fraude et gestion du risque). Il va donc falloir que nous déménagions à l'intérieur du service.

On n'arrête pas de nous faire changer de places, pour un oui ou un non… On se croirait au jeu des chaises musicales.

La rengaine

Dans différents services, nous avons maintenant droit à un brief quotidien d'un quart d'heure pour écouter la bonne parole managériale.

Leurs briefs, c'est comme les séries sur Netflix, arrivés au 10e épisode de la saison 4, on finit par s'en lasser, surtout quand l'interprétation est mauvaise.

Contrôles tatillons

À Paris 15, au retour de tournées, il nous arrive d'être soumis à un interrogatoire par notre encadrant concernant la distribution des recommandés. On nous demande si nous avons bien sonné, si nous sommes montés dans les étages, avant d'aviser.

Si la direction se soucie vraiment de la qualité de service, elle pourrait commencer par arrêter les suppressions d'emplois et combler les tournées à découvert.

Guerre à l'extérieur et guerre à l'intérieur

« Tu ne t'intéressais pas à la politique, maintenant tu es de la chair à canon », c'est le contenu d'un des tags anti-conscription qui fleurissent sur les murs de Saint-Pétersbourg.

Depuis l'annonce d'une plus large mobilisation d'hommes par Poutine, la contestation s'amplifie en Russie. Plus d'une quarantaine de villes ont connu des manifestations entraînant chaque fois une répression immédiate. Fait nouveau, des plus petites villes de toute la Russie, y compris celles d'Extrême-Orient, sont concernées par ces manifestations avec maintenant la présence de femmes, de mères qui refusent que leurs maris ou leurs enfants aillent mourir en Ukraine.

Que cette décision soit la goutte d'eau qui provoque la révolte du peuple russe contre cette dictature meurtrière, c'est le meilleur qui pourrait en résulter.

Le droit à l'avortement toujours menacé

Après la décision en juin dernier de la Cour suprême américaine de ne plus faire de l'avortement un droit constitutionnel, de nombreux États américains l'ont rendu illégal ou multiplié les entraves à sa pratique. Ainsi l'Arizona vient d'annuler les lois existantes, revenant à une législation de 1864… L'exemple américain illustre une situation internationale où réactionnaires et religieux de tout poil continuent de vouloir diriger la vie des femmes.

Soyons donc nombreuses et nombreux, à descendre dans la rue **mercredi 28 septembre, journée internationale du droit à l'avortement**, pour dire que le droit des femmes à disposer librement de leur corps n'est pas négociable !

Derrière le « bouclier énergétique », nos impôts

Élisabeth Borne se vante que la hausse des tarifs ne sera pas aussi importante que chez nos voisins de l'Union européenne, du fait du bouclier énergétique sur les prix du gaz et de l'électricité. Cette modération des prix peut sembler indolore, mais au final elle est bien financée avec le budget de l'État, celui de nos impôts, tandis que les Engie, Total et autres EDF se contentent d'encaisser les chèques.

En plus, le bouclier a déjà quelques trous : s'il répond bien aux demandes du Medef de concerner les entreprises, les habitants des HLM qui se chauffent à l'électricité devront eux payer au prix comptant…

Le capitalisme nuit gravement à notre santé

Un rapport administratif met en lumière les inégalités entre les milieux ouvriers et ceux plus aisés concernant l'accès aux soins. Les personnes les plus pauvres sont bien plus exposées au risque de cancers, au surpoids, aux maladies chroniques, aux troubles psychiatriques. Le travail dans cette société, c'est pas la santé.

Et au manque d'argent pour se soigner s'ajoute celui de médecins : les « déserts médicaux » ne se trouvent pas à Versailles ou dans le 16e arrondissement de Paris !

www.convergencesrevolutionnaires.org
@npaetincelle
@convergencesrevolutionnaires

Imp. Spé. NPA. Ne pas jeter sur la voie publique.